

Les cafés rennais résonnaient dimanche et encore ce lundi matin des échos de la colère des agriculteurs bretons et de la bataille autour du portique de Pont-de-Buis destiné au prélèvement automatique de la fameuse écotaxe : les télévisions d'information passaient en boucle les mêmes images des fumées, des bonnets rouges défiant les gardes casqués ou des manifestants blessés, à terre... Et cela discutait sec en lisant « **Le journal du Dimanche** » ou

«

Oue

st-France-dimanche

» qui faisaient chacun leur couverture sur «

Les révoltés de l'écotaxe

» OU «

Vent de fronde en Bretagne

». Sur le comptoir d'un bistrot, comme une sorte d'intersigne, il y avait aussi le numéro «

hors-série histoire

» du magazine «

Bretons

» qui titrait, insolemment, «

La Bretagne contre la Révolution ?

», un chouan montant la garde en couverture...



Ce qui a mis le feu aux poudres en Bretagne, c'est cette taxe supplémentaire qui doit entrer en application au 1^{er} janvier prochain, **au moment même où la Bretagne affronte une de ses plus graves crises de l'emploi**, entre les licenciements dans **l'industrie automobile** (usine PSA de Rennes-La Janais), dans celle des **télécommunications** (Alcatel-Lucent, là encore à Rennes mais aussi à Lannion), et, surtout, dans ce qui constitue encore l'un des principaux réservoirs de métiers et d'emplois de la province, **le secteur agroalimentaire**, avec la fermeture de nombreux abattoirs et d'entreprises de transformation de la viande et du poisson, en particulier dans le Finistère, là où la tension sociale est désormais la plus palpable et la plus explosive comme les jours derniers l'ont bien montré.

Les portiques de l'injustice fiscale en Bretagne.

Écrit par Jean-Philippe
Lundi, 28 Octobre 2013 12:46

Cette écotaxe est donc bien mal venue : ce n'est ni le moment ni le lieu, si l'on peut dire, de l'appliquer

fouet

mondialisation qui respecte si peu

(voire pas du tout...)

les règles d'équité économique, de justice sociale et de souci environnemental !

Quelques exemples de cette folle et terrible mondialisation sans freins ni entraves : la concurrence déloyale des abattoirs allemands qui exploitent une population d'ouvriers misérables venus de l'Europe orientale et centrale, certains d'entre eux étant payés moins de 400 euros mensuels (!), et cela dans la première puissance économique de l'Union européenne, au cœur de celle-ci, sans que cela émeuve beaucoup la Commission européenne ; les multiples violations par les grandes multinationales de l'agroalimentaire des milieux naturels (destruction des forêts brésilienne ou africaine pour produire de l'huile de palme ou des agrocarburants, saccage des littoraux ou des fonds marins pour en tirer à moindre frais le maximum de ressources monnayables, etc.) et l'indifférence totale de celles-ci pour le bien-être animal ou la diversité des espèces végétales, etc.

Soyons clair : **le système agroalimentaire dominant breton n'est pas exempt de reproches**

, loin de là,

qui a

,

au nom de la modernisation

(depuis les années 50-60 en particulier)

et de la compétitivité, trop souvent pris les traits d'un productivisme agroindustriel

polluant et de moins en moins « paysan »...

Les mises en garde de quelques paysans traditionalistes de l'époque, comme ceux de la revue

«

Le Paysan biologiste

», n'ont pas été entendues. D'ailleurs, comment auraient-elles pu l'être quand l'heure était dans les milieux économiques, les médias, mais aussi à travers les manuels scolaires de géographie par exemple, à vanter «

l'adaptation de l'agriculture bretonne à la mondialisation

», et se félicitant, au nom de la nécessaire modernité et « pour sortir de l'archaïsme » (termes mille fois entendus et lus depuis mes années de lycée et d'université), de la mise en place d'un système de production vu sous le seul angle économique et oublieux des conditions mêmes de production :

il fallait produire, disait-on, coûte que coûte, pour exporter hors de Bretagne et « nourrir le pays », et les arguments développés par les milieux économiques dominants étaient les mêmes que ceux aujourd'hui utilisés pour pousser à la rapide modernisation des agricultures de l'Europe centrale et orientale

, avec la bénédiction d'une Commission européenne là encore aveuglée par les seules finalités financières et économiques,

mais aussi pour, dit-on, permettre le développement des pays d'Asie et d'Afrique !

Il suffit de parcourir la presse économique mais aussi et surtout les manuels de géographie de Seconde par exemple (les pages sur la question alimentaire...) pour s'en rendre compte !

Belle hypocrisie

de ceux qui, de Paris ou de Bruxelles, des quartiers bobos ou des milieux « Verts », viennent désormais faire la leçon à des Bretons qui auraient, sans doute par facilité plus que par discernement, mais aussi souvent de bonne foi (qui n'est pas toujours la vérité...), adopté ce modèle agroindustriel hier vanté et aujourd'hui décrié en France mais toujours prôné pour les pays en développement, au nom de ce même « développement »...

Dans cette affaire, quoi qu'il en soit, **les Bretons sont les principales victimes**, certes parfois consentantes hier, mais aujourd'hui sacrifiées sur l'autel des grands principes et des petites

Les portiques de l'injustice fiscale en Bretagne.

Écrit par Jean-Philippe
Lundi, 28 Octobre 2013 12:46

vertus qui fondent la République centrale. Et, au lieu d'impulser en Bretagne (et ailleurs !) une politique nouvelle de redéploiement agricole plus respectueuse de l'environnement,
la République fiscalise un peu plus une province fragilisée par la mondialisation et un secteur agricole menacé dans sa survie même

: politique de Gribouille quand on pourrait espérer de l'Etat une véritable stratégie sur le long terme pour «

réparer et préparer

» ! Mais nous sommes en République, malheureusement, et le seul horizon semble être celui des élections : un horizon bien étroit, en somme, quand il faudrait regarder au loin, au-delà du calendrier électoral, et penser en terme de générations et de transmission...

Cette écotaxe, de plus, n'a rien de très écologiste : elle est d'abord **une taxe qui profitera, entre autres, au consortium privé Ecomouv**

qui gère les fameux portiques et la perception de la taxe,

consortium qui touchera, sur 1,2 milliard d'euros prévus par an, environ 250 millions

(soit, pour l'ensemble de la France,

plus de 8 fois ce qui sera prélevé par les portiques en Bretagne !

). On aurait pu attendre, au moins, que la République évite de rétablir ce qui a, d'ailleurs, coûté si cher à la Monarchie d'Ancien Régime, c'est-à-dire

le système des « fermiers généraux » chargés de récupérer taxes et impôts

dans le royaume.

De plus, cette taxe si mal nommée « éco » doit, paraît-il, financer des projets d'aménagements ferroviaires, en particulier de ferroutage, alors même que la SNCF, elle, semble négliger dans sa propre stratégie le secteur fret, et qu'elle ne prévoit pas vraiment de recréer des voies de chemin de fer là où elles seraient bienvenues et nécessaires pour le transport de marchandises agricoles à moindre coût environnemental... De qui se moque-t-on, alors ?

Doit-on rappeler, aussi, que **cette écotaxe ne sera pas perçue là où elle aurait pu avoir le plus de sens et de rapport, c'est-à-dire sur les autoroutes, aujourd'hui privatisées (à déraison, d'ailleurs) ?** Du coup, les multinationales du Transport routier comme de l'agroalimentaire seront indéniablement favorisées, favorisant en retour les principes si peu vertueux sur le plan écologique d'une mondialisation « carbonée » à grande échelle ! Où est l'écologie là-dedans ?

La colère de la Bretagne, cette chouannerie agricole et industrielle, est donc plus que légitime : mais elle ne doit pas être qu'une colère, elle doit penser les sources de la crise et remonter à celles-ci, dans un exercice de « tradition critique », autant sur le plan économique, environnemental aussi, que politique ... « Les Bretons contre la Révolution » ?

» : oui, deux siècles après, contre les conséquences de ses principes républicains, ceux d'un libéralisme économique mêlé de centralisme administratif et politique, et contre les attitudes d'un « pays légal et central », contre cette arrogance des maîtres de Bercy et des chantres d'une mondialisation qui pensent en chiffres et oublient les femmes et les hommes de chair et de sang !

Les portiques de l'injustice fiscale en Bretagne.

Écrit par Jean-Philippe
Lundi, 28 Octobre 2013 12:46

Il est encore des portiques de l'injustice fiscale à faire tomber...



Les portiques de l'injustice fiscale en Bretagne.

Écrit par Jean-Philippe

Lundi, 28 Octobre 2013 12:46
